



## DECLARATION LIMINAIRE CTL 14 AVRIL 2015

Monsieur le Président,

Le 9 avril, à l'appel des organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, plus de 300.000 salarié-e-s, actifs-ves, jeunes et retraité-e-s, privé-e-s d'emploi, se sont réunis dans les 86 rassemblements et manifestations en Province et à la manifestation nationale à Paris. Plus de 120.000 manifestant-e-s ont convergé vers la capitale. Ils ont donc clairement affiché leur opposition aux politiques d'austérité conduites par le gouvernement et inspirées par le patronat, Medef en tête. Il en est de même pour les 40 % d'agents grévistes du département. Ce chiffre est l'un des plus élevés au plan national et démontre un profond mécontentement, malaise que vous ne pouvez pas ignorer. A noter que 7 structures étaient fermées dont le site de l'avenue de Laure.

Pour paraphraser un publiciste libéral très médiatique, mais par antiphrase, on pourrait dire que le maître-mot de la politique que nous subissons, comme agents des finances publiques, comme fonctionnaires et plus généralement comme salarié-e-s, c'est : « TOUJOURS MOINS ».

Toujours moins de personnel, toujours moins de pouvoir d'achat, toujours moins de garanties collectives statutaires, toujours moins de moyens budgétaires pour effectuer notre travail, toujours moins de formation professionnelle, toujours moins d'horaires d'ouverture et de moyens pour accueillir convenablement le public et ses demandes croissantes. En un mot : toujours moins de satisfaction des besoins sociaux de la population et des fonctionnaires. Voici donc le sort qui est dévolu à notre administration et à ses agents, dans une société qui va toujours moins vers le progrès humain pour tous ses membres. Cette politique, les gouvernants ne la conduisent, ni par malveillance diabolique, ni par aveuglement, mais par suite de renoncement politique pour lutter contre les profits du capital financier. Il est à craindre qu'ils doivent constater à très brève échéance que cette politique va se traduire par toujours moins de confiance des citoyens et des électeurs-trices, toujours moins de suffrages exprimés dans les élections. Ce qui aura aussi pour effet de faire inéluctablement surnager le national-populisme, qui trouve son terrain d'infection dans l'extension de l'ignorance, des particularismes, des communautarismes, des peurs et des haines, dont se nourrit la barbarie.

La CGT ne considère pas ces tendances régressives et réactionnaires comme inéluctables. La politique qui nous est imposée, et qui consiste à prendre toujours plus aux travailleurs pour permettre toujours plus de gains au bénéfice d'une minorité, peut être mise en échec, pour peu que le monde du travail, dont les fonctionnaires sont une composante essentielle, par leur nombre et par les garanties dont ils disposent encore, se mette en mouvement pour la défense de ses intérêts, qui ne sont autres que ceux de l'épanouissement de l'humanité tout entière dans une société enfin libérée des chaînes de la nécessité.

C'est dans ce cadre, Monsieur le président, que nous devons vous dire une nouvelle fois, combien nous jugeons néfastes les propositions en recul incessant que vous nous présentez.

Vous avez déclaré dans un article de presse le 1<sup>er</sup> avril et ce n'était apparemment pas un poisson qu'« il n'y aura pas de fermetures de trésoreries en 2015 ». Que se passera-t-il le 1<sup>er</sup> janvier 2016 ? L'an passé vous nous avez présenté un schéma triennal d'adaptation des structures et du

réseau. Qu'en est-il aujourd'hui ? Vous poursuivez en annonçant des suppressions « graduées faites avec pragmatisme, discernement et le sens de la mesure ». Vous évoquez également « une nouvelle proximité » avec nos services. Il est vrai que vous avez l'habitude d'utiliser des éléments de langage comme au gouvernement. Citons quelques exemples : vous ne parlez plus de suppressions d'emplois mais d'évolution des emplois. Pareillement, vous n'évoquez pas la fermeture de sites ou de services mais d'aménagement. Idem pour la réduction des horaires d'ouverture. Ces éléments de langage, c'est, pour vous, une sorte de pommade qui permet d'apaiser les maux de ces réformes désastreuses que vous êtes chargés d'appliquer. Pensez-vous que les agents soient dupes ? N'ayez pas peur d'appeler un chat un chat. Une suppression, une suppression, une réduction, une réduction.

Mais revenons à l'ordre du jour de ce CTL.

Vous vous doutez bien que nous sommes opposés à l'expérimentation du travail à distance dans les SIE. Nous avons déjà eu l'occasion de vous l'exprimer lors du précédent CTL. Nous sommes d'ailleurs surpris que ce point soit à nouveau évoqué. Un couac est-il survenu ? Nous voterons contre cette expérimentation.

Les autres points à l'ordre du jour sont pour information. Que dire du budget qui est à nouveau en baisse et qui ne laisse rien augurer de bon pour exercer correctement nos missions ?

Que dire de la prime d'accueil qui ne satisfait pas tous les agents ?

Que dire de la prime de campagne IR en 2015 ? Elle est supprimée comme la prime d'intéressement. Concernant la prime d'intéressement, il est ainsi proposé de réemployer les montants qui y étaient affectés par « un élargissement du périmètre des réorganisations ouvrant droit à la prime de restructuration de service » et la mise en place d'un « dispositif indemnitaire ciblé, permettant de valoriser les services ayant mis en œuvre des réformes ».

La CGT a toujours été opposée à la prime d'intéressement, instaurée dans une logique de casse du service public, et élément de pilotage des politiques publiques s'appuyant sur la destruction de l'emploi. Cette prime est et reste le symbole d'une politique d'objectifs accordant plus d'importance aux chiffres qu'aux conditions de travail, plus d'importance aux statistiques qu'à la qualité du service public.

Pour la CGT Finances Publiques, l'abandon de cette prime est certes nécessaire, mais cela passe par des mesures générales d'augmentation de la valeur du point d'indice et de revalorisation des grilles indiciaires.

Pour autant, sa suppression autoritaire, sans compensation pour l'immense majorité des agents, est totalement inadmissible, alors que le point d'indice est gelé depuis juillet 2010 et que pour beaucoup les réformes des grilles se sont traduites par des ralentissements de carrière. Il s'agit d'un véritable « hold-up ». En détournant cette enveloppe pour financer les dispositifs d'accompagnement individualisés liés aux restructurations, on revient encore aux fermetures.

Nous terminerons Monsieur le Président par quelques questions :

La Creuse a été retenue avec 10 autres départements pour une expérimentation -plus de services au public. Où en est ce projet que mène la préfecture ? Vous avez certainement des réponses, vous qui avez des réunions fréquentes avec le Préfet .

Suite au récent groupe de travail concernant le rapprochement des services enregistrement et SPF, avez-vous des informations à nous communiquer sur ce sujet ?

Comment va se dérouler la campagne de l'IR ? Quels dispositifs sont mis en place ?

L'an passé, vous nous aviez donné le montant du CICE versé en 2013 et le nombre d'entreprises bénéficiaires. Combien pour l'année 2014 ?

3000 emplois sont vacants dans les services. Combien dans notre direction ?

Nous avons constaté que les agents du service « opérations bancaires et comptables de l'État » ont tous reçus une lettre de mission. S'agit-il d'une nouvelle façon de manager ?

Avez-vous de nouvelles restructurations de services à nous annoncer ?

Par ailleurs, nous constatons que nous ne sommes pas seuls à être critiques sur ces « aménagements ou améliorations » car suite à une récente conférence de presse que vous avez tenue, la conclusion des journalistes ne fait pas ressortir une grande considération envers les usagers